

Contre la tentation de militariser le programme culturel européen

Par Frédéric Jacquemin , Directeur de l'association Marcel Hicter

Introduction

Cette analyse fait suite à la publication récente d'articles spécialisés et de communiqués de presse évoquant les intentions du commissaire Glenn Micallef d'inscrire le programme culturel de la Commission européenne au sein d'un dispositif plus large, présenté comme un « bouclier démocratique » destiné à protéger l'Union européenne. Cette orientation est clairement influencée par le conflit armé entre l'Ukraine et la Russie, ainsi que par la guerre informationnelle qui l'accompagne.

Tout porte à croire que cette évolution du cadre de référence dans lequel la culture européenne sera appelée à s'inscrire marquera le prochain cycle de financement de la Commission européenne (*Multiannual Financial Framework*) des sept prochaines années (2028-2034).

Selon nous, cette terminologie à connotation martiale n'est pas propice au développement d'une culture innovante et riche au sein de l'Union européenne. L'assimilation problématique qu'elle opère entre, d'une part, un programme public de soutien à la création fondé sur l'autonomie des acteurs — tel que le programme **Europe Créative** — et, d'autre part, des dispositifs étatiques explicitement conçus comme instruments de propagande — tels que par exemple **Russia Today** ou certains réseaux d'influenceurs ouvertement pro-russes — ne peut conduire qu'à un appauvrissement de la culture européenne et à une réduction des capacités de création de ses auteurs.

Un réarmement culturel

« L'Europe est un jardin... la jungle pourrait envahir le jardin. »¹
— *Josep Borrell*, Haut représentant de l'Union européenne, octobre 2022

« Nous devons renforcer notre résilience culturelle face aux manipulations informationnelles et aux attaques hybrides. »
— *Ursula von der Leyen*, Discours sur l'état de l'Union, 2023

Ces deux déclarations, relayées et commentées dans les cercles politiques européens, signalent un tournant. L'Europe se sent à nouveau menacée par le spectre de conflits qui pourraient lui être fatals. Face aux cataclysmes qui pointent à l'horizon, l'Union européenne réaménage ses politiques et ses programmes à la lumière de cette menace. La culture n'échappe pas à cette relecture, ni à cette tendance à « réarmer » les domaines qui composent les sociétés européennes : industrie, formation, et même ... la natalité, depuis que le président français Emmanuel Macron a évoqué un « réarmement démographique ».

Le vocabulaire employé n'est pas anodin. Parler de « résilience culturelle », de « menaces hybrides » ou, dans d'autres textes, de « protection du récit européen », revient à inscrire la culture dans une logique de confrontation. Le champ culturel, longtemps pensé comme un espace de dialogue, d'ouverture et de coopération, et traditionnellement opposé à toute forme de militarisme depuis la fin des années 1960, est désormais convoqué dans un registre défensif. Il serait appelé à contribuer à

¹ Pour une interprétation des propos de J. Borrell, voir l'entretien donné à Géopolitique <https://geopolitique.eu/2022/10/31/une-conversation-avec-josep-borrell/>

la « résilience » de l'Union, à la protection de son « récit » et à la consolidation d'un front symbolique face aux menaces extérieures.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le contexte géopolitique européen s'est brutalement reconfiguré. La guerre conventionnelle s'accompagne d'une utilisation massive de la désinformation, de la propagande et de stratégies d'influence, notamment de la part de la Russie. Face à cette réalité, l'idée européenne est grande d'élargir le champ de la réponse au-delà des instruments militaires ou diplomatiques classiques.

Ainsi, certains réseaux culturels européens, de concert avec l'entourage du commissaire européen Glenn Micallef, défendent l'idée d'intégrer la culture comme un élément du « bouclier démocratique » de l'Union. La culture serait mobilisée pour, entre autre, soutenir un récit européen commun. À la propagande russe s'opposerait alors une culture européenne mise au service d'un message commun.

Europe Créative versus Russia Today ? Cette approche est explicitement formulée par certains réseaux culturels européens. Dans un document récent, **Culture Action Europe** affirme ainsi que « la promotion des contenus culturels européens constitue une défense stratégique contre la désinformation, les menaces hybrides et la guerre psychologique menées par des régimes autoritaires ». Le texte poursuit en soulignant que, faute d'investissements suffisants, l'Union se rendrait vulnérable aux manipulations extérieures : « les régimes autoritaires ne considèrent pas la culture comme un simple outil de soft power — ils la traitent comme un pouvoir à part entière ». À l'appui, une comparaison budgétaire est avancée : la Russie aurait consacré plus d'un milliard d'euros à la propagande par la culture et les médias en 2024, tandis que le budget du programme **Europe Créative** ne s'élevait qu'à 335 millions d'euros la même année. (*Source : Culture Action Europe*)²

Il ne s'agit pas ici de nier l'existence de propagandes ni la réalité des offensives informationnelles russes. Mais mettre en parallèle action culturelle et propagande constitue une erreur majeure. La propagande vise l'adhésion, l'uniformisation du message et la disqualification des points de vue opposés. Elle relève de ce que Heidegger nommait la « dictature du *On* », une domination impersonnelle par la masse. La culture, à l'inverse, est par essence multiple ; elle nourrit la contradiction et les capacités critiques des individus. Comparer Europe Créative à des budgets de guerre informationnelle revient à accepter un cadre d'analyse dans lequel la culture européenne serait sommée de fonctionner selon les mêmes logiques que celles qu'elle prétend combattre.

Un recul historique

Au-delà de l'approche conceptuelle biaisée, cette évolution sémantique marque un retour en arrière considérable sur le plan des politiques culturelles et d'une approche ouverte des relations culturelles internationales. En effet, ceci contraste violemment avec les fondements mêmes du multilatéralisme, dont l'Union européenne prétend aujourd'hui représenter le champion, et ce à la faveur du désengagement des États-Unis du système onusien et de l'UNESCO en particulier depuis l'administration Trump I.

Dressons ici un parallèle historique — toujours discutable, tant les contextes peuvent différer et les intentions des protagonistes de l'époque, incompréhensibles — mais faisons-le uniquement pour souligner à

² https://cultureactioneurope.org/wp-content/uploads/2025/02/New-UPD-Future-of-EU-Culture-Funding-1.pdf?utm_source=chatgpt.com

quel point la tentation de militariser la culture constitue un recul sans précédent dans les politiques culturelles, ou à tout le moins dans le droit international régissant le domaine culturel.

En 1954, en pleine guerre froide, la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé était adoptée sous l'égide de l'UNESCO³. Fait remarquable, elle fut signée puis ratifiée dans les années suivantes par les pays d'Europe de l'Ouest comme de l'Est. Alors même que le continent est divisé par le rideau de fer et que le seuil de l'affrontement semble pouvoir être franchi à tout moment. Même si cela nous semble difficile à croire, le climat de l'époque est considérablement plus tendu qu'aujourd'hui. Rappelons que la signature de cette convention intervient entre deux événements dramatiques symbolisant toute la brutalité dont le bloc soviétique était capable : le coup de Prague en 1948 et l'écrasement de l'insurrection hongroise à Budapest en 1956. Du côté occidental — américain du moins — cette période n'est pas moins troublée que celle d'aujourd'hui. Elle est marquée par le maccarthysme, sombre épisode de mise au pas idéologique des milieux culturels et intellectuels, notamment à Hollywood, au nom de la lutte contre le communisme.

L'antagonisme entre l'Europe de l'Ouest et les pays du bloc soviétique étaient alors considérablement plus fort qu'à présent. Or le message porté par la Convention de 1954 était — et demeure — sans équivoque : la culture doit être immunisée, sanctuarisée, et ne peut en aucun cas être intégrée à une logique belliciste. Le patrimoine doit rester un pont entre les peuples, quand bien même la guerre menace. Aucune « nécessité militaire » ne peut justifier l'usage hostile des biens culturels. La culture est explicitement soustraite à la logique de puissance. Cette philosophie sera prolongée par la Convention de l'UNESCO de 1972 sur la protection du patrimoine mondial, qui consacre l'idée selon laquelle la culture et le patrimoine relèvent d'une responsabilité collective de l'humanité et doivent être protégés des logiques de conflit et — et nous sommes ici pleinement au cœur du danger qui guette aujourd'hui la Commission européenne — de toute instrumentalisation politique. Enfin, la Convention de l'UNESCO de 2005 sur la diversité des expressions culturelles — dont la Russie est signataire, contrairement aux États-Unis — constitue le dernier instrument international en date perpétuant cet esprit. Elle reconnaissant la diversité culturelle comme patrimoine commun de l'humanité et en faisant de la coopération, de la circulation des œuvres et de la compréhension mutuelle ses piliers fondamentaux.

Pour conclure , Une instrumentalisation contre-productive

On le voit, comparer les budgets de programmes culturels européens, tels qu'**Europe Créative**, à ceux que certains États — la Russie en premier lieu — consacrent à des médias de propagande internationale relève d'une erreur conceptuelle majeure. Plus grave, cette comparaison marque un recul préoccupant en matière de politique culturelle et de coopération internationale.

Europe Créative soutient des artistes, des lieux, des réseaux et des coopérations transnationales fondés sur l'autonomie de création, la pluralité des expressions et la liberté critique. À l'inverse, Russia Today et les dispositifs analogues sont des instruments étatiques de guerre informationnelle, financés, contrôlés et orientés par des régimes autoritaires. Les placer sur un même plan revient à nier la nature même de l'action culturelle européenne.

Accepter ce parallèle, c'est aussi franchir une ligne rouge : celle qui consisterait à admettre que la culture européenne devrait, à son tour, fonctionner comme une machine de propagande. Sur quels critères en mesurerait-on alors l'efficacité ? À la production d'un consensus politique homogène, discipliné et pro-européen ? Une telle perspective serait non seulement contraire aux valeurs

³ <https://ihl-databases.icrc.org/fr/ihl-treaties/hague-conv-1954/state-parties>

démocratiques que l'Union prétend défendre, mais profondément destructrice pour le champ culturel lui-même.

La culture perd son sens dès lors qu'elle est sommée de défendre un récit officiel, fût-il habillé des atours rassurants d'un « bouclier démocratique ». Assignée à une fonction défensive, elle cesse d'être un espace de critique, de dissensus et d'expérimentation. À terme, elle perd sa légitimité auprès des citoyens.

À l'inverse, une culture protégée comme espace de liberté, d'ouverture et de pluralité constitue l'un des fondements les plus solides de la démocratie européenne. Ce n'est pas en enrôlant la culture dans une logique de confrontation que l'Europe se renforcera, mais en préservant ce qui fait sa singularité politique : la capacité à faire coexister des récits multiples, y compris dissonants